

COMMISSION de SURVEILLANCE
du SECTEUR FINANCIER

NEWSLETTER
DE LA CSSF

N°88

Mai 2008



COMMUNIQUE DE PRESSE

■ COMPTE DE PROFITS ET PERTES DEFINITIF DES BANQUES AU 31 DECEMBRE 2007

Communiqué de presse du 21 mai 2008

Le compte de profits et pertes définitif des banques au 31 décembre 2007 tel qu'arrêté par la CSSF, comparé aux chiffres provisoires publiés dans le rapport annuel et aux chiffres de l'année 2006, se présente de la manière suivante :

En mio d'EUR	2006		2007		Evolution 1 an %
	définitifs		provisoires	définitifs	
Poste du PP					
Intérêts et Dividendes perçus	48 715		61 558	59 475	22,1%
Intérêts Bonifiés	43 885		55 576	53 754	22,5%
Marge sur Intérêts	4 830		5 982	5 722	18,5%
Revenus de commissions	3 674		4 018	3 909	6,4%
Résultat provenant d'opérations financières	616		75	29	-95,3%
Revenus divers	1 722		936	1 003	-41,8%
Produit Bancaire	10 842		11 010	10 663	-1,7%
Frais généraux administratifs	3 754		4 173	4 058	8,1%
dont: Frais de Personnel	2 160		2 381	2 300	6,5%
dont: autres frais administratifs	1 594		1 792	1 758	10,3%
Amortissements	227		247	246	8,4%
Résultat avant provisions	6 862		6 591	6 358	-7,3%
Constitution de provisions	1 107		1 507	1 976	78,5%
Extourne de provisions	802		897	967	20,6%
Impôts	885		857	806	-8,9%
Résultat de l'exercice	5 671		5 124	4 542	-19,9%

Le résultat définitif des banques au 31 décembre 2007 s'établit à EUR 4,5 mia et est donc moins élevé que le résultat provisoire publié dans le rapport annuel de la CSSF. La diminution du résultat 2007 par rapport à l'année 2006 est donc de 20% au lieu des 10% provisoirement annoncés.

Cette diminution des chiffres définitifs par rapport aux chiffres provisoires était prévisible et avait été annoncée dans le rapport annuel de la CSSF. Elle est principalement due à une constitution accrue de provisions sur les portefeuilles titres. En raison de l'illiquidité de certains marchés, la valorisation correcte de ces portefeuilles était particulièrement lente et difficile auprès de certaines banques.

La méthodologie utilisée pour la présentation du compte de profits et pertes est inchangée depuis la création de la CSSF en 1999.

Le compte de profits et pertes au 31 décembre 2007 reprend les chiffres qui sont communiqués par les banques à cette date, peu importe la date de clôture de l'exercice des banques. Ainsi, les résultats des quelques banques dont la date de clôture ne correspond pas à la fin de l'année ne sont que partiellement repris dans les chiffres globaux. Pour la même raison, les banques ayant arrêté leur activité au cours de l'année 2007 ne sont pas reprises dans ces chiffres.

Pour les banques opérant des succursales à l'étranger, ne sont repris dans le compte de profits et pertes que les résultats afférents à la seule activité du siège luxembourgeois. Les chiffres des succursales luxembourgeoises de banques étrangères sont cependant repris dans le calcul global.

STATISTIQUES

■ BANQUES

Changements dans le calcul de la somme des bilans des banques

Depuis le 1^{er} janvier 2008, les établissements de crédit doivent rapporter leurs bilans et comptes de profits et pertes d'après le schéma européen harmonisé FINREP, basé sur les normes comptables IFRS. L'introduction d'un nouveau reporting, utilisant de surcroît un nouveau référentiel comptable, est toujours une opération délicate qui entraîne inévitablement des difficultés et retards.

Pour cette raison, des statistiques sur les établissements de crédit ne peuvent pas être publiées pour l'instant. Tous les efforts sont entrepris pour publier ces statistiques dans les délais habituels.

Suite à la fusion du Crédit Agricole Luxembourg Bank avec le Crédit Agricole Luxembourg, le nombre de banques inscrites sur la liste officielle au 30 avril 2008 s'est élevé à 155 unités.

■ PROFESSIONNELS DU SECTEUR FINANCIER (PSF)

Diminution de la somme des bilans de l'ensemble des PSF au 31 mars 2008

Suivant les données provisoires établies au 31 mars 2008, la somme des bilans de l'ensemble des PSF (233 entreprises en activité) se chiffre à EUR 100,175 milliards, contre EUR 105,207 milliards au mois précédent (229 entreprises en activité), soit une diminution sur un mois de 4,78%, et contre EUR 80,909 milliards au mois de mars de l'année précédente (203 entreprises en activité), ce qui équivaut à une augmentation de 23,81% sur une période d'une année.

La baisse de la somme des bilans entre les mois de février et mars 2008, tout comme l'augmentation de la somme des bilans des PSF au cours des douze derniers mois, est essentiellement attribuable à la variation du volume d'activité d'une entité qui est active en matière de prêt de titres.

Le personnel employé auprès des PSF est passé de 12.174 unités au 31 décembre 2007 (215 entreprises en activité) à 12.818 unités au 31 mars 2008 (233 entreprises en activité), soit une augmentation de 644 unités au cours du premier trimestre 2008. Les PSF nouvellement agréés (21 entités) au cours de cette période, dont plus spécifiquement les nouveaux PSF de support (7 entités), contribuent en grande partie à cette évolution positive. L'augmentation de l'emploi au niveau des PSF déjà existants (PSF de support et PSF traditionnels) constitue un autre facteur explicatif, quoique de moindre envergure, de la hausse du personnel des PSF.

Le résultat net provisoire pour l'ensemble des 233 entreprises en activité à la fin du premier trimestre 2008 s'établit à EUR 92,75 millions, soit +12,15% par rapport au résultat net d'EUR 82,70 millions constaté au 29 février 2008 (229 entreprises en activité).

Vu sur une période de douze mois, le résultat net provisoire pour l'ensemble des PSF est cependant passé d'EUR 104,31 millions au 31 mars 2007 (203 entreprises en activité) à EUR 92,75 millions au 31 mars 2008, soit une baisse de 11,08% sur un an. Cette régression est notamment attribuable à des entités agréées en tant qu'agents administratifs du secteur financier, distributeurs de parts d'OPC et opérateurs de systèmes informatiques. En effet, même si le résultat net est resté stable, voire a connu une certaine hausse sur une année pour la plupart des acteurs actifs sous ces statuts de PSF, quelques PSF importants relevant de ces catégories affichent néanmoins une nette diminution de leur résultat comparé à fin mars 2007.

STATISTIQUES

■ FONDS DE PENSION, SICAR ET ORGANISMES DE TITRISATION AGREES

Agrément de six nouvelles sociétés d'investissement en capital à risque (SICAR)

Depuis la publication de la dernière Newsletter, six nouvelles SICAR ont été inscrites sur la liste officielle des SICAR régies par la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR).

Le nombre des SICAR inscrites sur la liste officielle s'élève à 196 unités au 9 mai 2008.

Le nombre des organismes de titrisation agréés par la CSSF conformément à la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation s'est élevé à 18 unités au 30 avril 2008 comparé à 17 unités au 31 décembre 2007.

Au 30 avril 2008, 13 fonds de pension sous forme de société d'épargne pension à capital variable (sepcav) et d'association d'épargne-pension (assep) ont été inscrits sur la liste officielle des fonds de pension régis par la loi du 13 juillet 2005.

Le nombre des professionnels agréés pour exercer l'activité de gestionnaire de passif pour les fonds de pension soumis à la loi du 13 juillet 2005 s'est élevé à 12 au 30 avril 2008.

■ ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF ET FONDS D'INVESTISSEMENT SPECIALISES A LA FIN DU MOIS DE MARS 2008

I. Situation globale

Au 30 mars 2008, le patrimoine global net des organismes de placement collectif et des fonds d'investissement spécialisés s'est élevé à EUR 1.895,445 milliards contre EUR 1.962,845 milliards au 29 février 2008, soit une diminution de 3,43% par rapport au mois de février 2008. Considéré sur la période des douze derniers mois écoulés, le volume des actifs nets est en régression de 1,66%.

La diminution de 3,43% des actifs nets des OPC luxembourgeois se répartit en une diminution de 3,67% due à l'impact des marchés financiers et une augmentation de 0,24% provenant de l'investissement net en capital.

La persistance de la crise de crédit en relation avec les incertitudes pour la croissance globale, les problèmes de différents acteurs du secteur bancaire, le prix du pétrole élevé, l'augmentation de tendances inflationnistes, ceci également dans les pays émergents, ainsi que la forte appréciation de l'EUR par rapport au USD ont maintenu la volatilité des marchés d'actions à un niveau très élevé au mois de mars, de sorte que les actifs nets des OPC luxembourgeois ont été impactés négativement par rapport au mois précédent.

Ainsi, par rapport à leurs actifs nets du mois de février, les OPC à actions européennes ont chuté de 4,09%, les OPC à actions américaines ont chuté de 6,50% et les OPC à actions japonaises ont perdu en moyenne 7,83%.

Concernant les pays émergents, les OPC investissant dans des actions asiatiques ont perdu en moyenne 12,15% par rapport au mois précédent, les OPC investissant dans les pays d'Europe de l'Est ont perdu 7,57% des actifs nets par rapport au mois précédent et les OPC investissant en actions des pays d'Amérique latine ont diminué en moyenne de 9,71% en valeur par rapport au mois de février.

Sur les marchés obligataires, la forte réduction des taux directeurs par la Federal Reserve ainsi que les anticipations d'inflation persistantes en Europe ont impacté positivement les rendements des obligations d'Etat au mois de mars. En parallèle, les spreads sur les obligations « corporate » ont augmenté. Par ailleurs, la forte dépréciation du USD face à l'EUR a eu un impact négatif sur les actifs nets des OPC obligataires luxembourgeois.

STATISTIQUES

Il peut être noté que par rapport à leurs actifs nets du mois de février, les OPC investissant en obligations libellées en USD ont perdu 2,97% et les OPC investissant en obligations libellées en EUR ont diminué en moyenne de 0,94%. Les obligations High Yield ont perdu en moyenne 2,71% de leurs actifs nets par rapport au mois précédent.

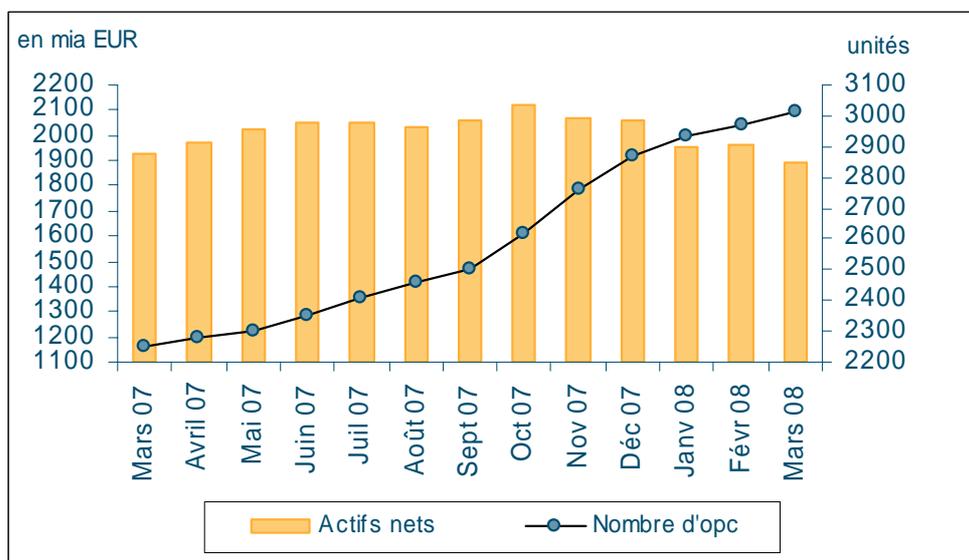
En ce qui concerne l'investissement net en capital pour les OPC luxembourgeois au mois de mars 2008, on peut constater que les turbulences sur les marchés d'actions et obligataires au mois de mars ont déclenché une préférence pour des actifs liquides chez les investisseurs. Ainsi, les OPC monétaires en Euro, les OPC monétaires en USD et les OPC monétaires mixtes ont enregistré des souscriptions nettes de respectivement 3,72%, 7,88% et de 3,04% de leurs actifs nets par rapport au mois de février.

Les OPC à revenus diversifiés et les Funds of Funds ont également enregistré au mois de mars des souscriptions nettes de respectivement 2,95% et 0,14% de leurs actifs nets.

Par contre en ce qui concerne les OPC obligataires, on peut constater que les OPC à obligations libellées en Euro, les OPC à obligations libellées en USD et les OPC à obligations du marché global, ont dû prendre en compte au mois de mars des rachats nets de respectivement 1,90%, 6,60% et 0,36% de leurs actifs nets.

Pour les OPC à actions, on peut constater que presque toutes les catégories d'OPC à actions ont dû prendre en compte des désinvestissements au mois de mars. Ainsi, les OPC à actions européennes, les OPC à actions américaines et les OPC à actions japonaises ont dû prendre en compte au mois de mars des rachats nets de respectivement 2,85%, 2,30% et de 4,65% de leurs actifs nets. Concernant les OPC à actions de pays émergents, les OPC à actions asiatiques, les OPC à actions de l'Europe de l'Est et les OPC à actions d'Amérique latine ont diminué en actifs nets de respectivement 1,76%, 2,22% et 0,003% suite à des rachats nets par rapport au mois de février.

En résumé, au cours du mois de mars 2008, l'investissement net en capital s'est élevé à EUR 4,794 milliards. Par rapport au 31 décembre 2007, l'investissement net en capital s'élève à EUR 6,241 milliards.



Le nombre d'organismes de placement collectif (OPC) et de fonds d'investissement spécialisés (FIS) pris en considération est de 3.012 par rapport à 2.972 le mois précédent. 1.785 entités ont adopté une structure à compartiments multiples ce qui représente 10.271 compartiments. En y ajoutant les 1.227 entités à structure classique, un nombre total de 11.498 entités sont actives sur la place financière.

STATISTIQUES

II. Ventilation des OPC selon les parties I et II de la loi de 2002 et les FIS

Le tableau suivant montre le développement respectivement du nombre et des avoirs nets des OPC et des FIS.

	OPC PARTIE I		OPC PARTIE II		FIS		TOTAL	
	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)
31/12/2006	1 469	1 516,540 €	552	249,916 €	217	78,394 €	2 238	1 844,850 €
31/01/2007	1 482	1 558,650 €	556	256,698 €	222	80,462 €	2 260	1 895,810 €
28/02/2007	1 490	1 568,660 €	561	259,029 €	227	81,018 €	2 278	1 908,707 €
31/03/2007	1 457	1 580,732 €	563	265,013 €	228	81,615 €	2 248	1 927,360 €
30/04/2007	1 461	1 613,851 €	571	269,882 €	244	83,263 €	2 276	1 966,996 €
31/05/2007	1 469	1 660,616 €	578	277,244 €	255	86,802 €	2 302	2 024,662 €
30/06/2007	1 492	1 675,029 €	584	283,491 €	276	88,502 €	2 352	2 047,022 €
31/07/2007	1 519	1 676,027 €	586	285,907 €	302	91,043 €	2 407	2 052,977 €
31/08/2007	1 538	1 649,820 €	585	288,727 €	337	96,757 €	2 460	2 035,304 €
30/09/2007	1 547	1 668,478 €	588	289,818 €	366	100,848 €	2 501	2 059,144 €
31/10/2007	1 599	1 713,963 €	608	297,171 €	411	112,385 €	2 618	2 123,519 €
30/11/2007	1 639	1 652,126 €	618	294,554 €	504	117,117 €	2 761	2 063,797 €
31/12/2007	1 653	1 645,341 €	643	295,939 €	572	117,115 €	2 868	2 059,395 €
31/01/2008	1 662	1 539,494 €	653	293,107 €	617	118,450 €	2 932	1 951,141 €
29/02/2008	1 680	1 543,385 €	654	296,900 €	638	122,560 €	2 972	1 962,845 €
31/03/2008	1 700	1 480,352 €	663	292,614 €	649	122,479 €	3 012	1 895,445 €

■ SOCIÉTÉS DE GESTION

Agrément de deux nouvelles sociétés de gestion relevant du chapitre 13 de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif

La CSSF informe que deux nouvelles sociétés de gestion ont été inscrites sur le tableau officiel des sociétés de gestion régies par le chapitre 13 de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif.

Il s'agit des entités suivantes :

- Fondaco Lux S.A.
- Wallberg Invest S.A.

Les deux sociétés de gestion sont exclusivement actives dans le domaine de la gestion collective.

Suite au retrait de la société de gestion Capitalia Investment Management S.A., le nombre de sociétés de gestion relevant du chapitre 13 de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif et pouvant bénéficier depuis le 13 février 2004 du passeport européen par voie de libre établissement ou de libre prestation de services dans un Etat membre de l'Union européenne s'élève à 183 au 9 mai 2008.

Le nombre de personnes travaillant pour les sociétés de gestion, chapitre 13, se chiffre à 2.369 personnes au 31 mars 2008 (179 entités prises en compte).

Circulaire CSSF 08/349

Précisions quant aux informations concernant les participations importantes à notifier en vertu de la loi du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence sur les émetteurs de valeurs mobilières

L'objectif de la circulaire CSSF 08/349 est de déterminer le contenu et la forme de la notification relative à l'acquisition ou à la cession de participations importantes qui est requise en vertu des articles 8 et 9 de la loi du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence sur les émetteurs de valeurs mobilières (la Loi Transparence). A cette fin, elle présente le formulaire type à utiliser lors de cette notification (ANNEXES A et A bis), celui à utiliser par l'émetteur lors de la publication du total du nombre de droits de vote et du capital en vertu de l'article 14 de la Loi Transparence (ANNEXE B), ainsi que le formulaire à déposer auprès de la CSSF par un teneur de marché lorsqu'il veut bénéficier de l'exemption figurant à l'article 8(4) de la Loi Transparence (ANNEXE C). Il s'agit de formulaires basés sur des formulaires que la Commission européenne a élaborés ensemble avec le European Securities Committee et CESR et qui ont été adaptés à la législation luxembourgeoise.

Par ailleurs, la circulaire expose les différents cas de figure qui peuvent se présenter dans le cadre de l'article 9 de la Loi Transparence et qui se rapportent à des situations dans lesquelles une personne physique ou morale peut avoir le droit d'acquérir, de céder ou d'exercer des droits de vote (par exemple dans le cadre d'un contrat de dépôt ou de mandat).

Finalement, elle donne des précisions en ce qui concerne les obligations en matière de notification qui s'appliquent à une personne physique ou morale qui détient des instruments financiers spécifiques, tels que, par exemple, des contrats d'options, des contrats à terme ou des contrats d'échange.

Circulaire CSSF 08/350

Précisions concernant les modifications apportées par la loi du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers au statut des PSF visés par les articles 29-1, 29-2, 29-3 ou 29-4 et dénommés « PSF de support » ; Modification des modalités de surveillance prudentielle des PSF de support

La circulaire a pour objet de préciser les modifications apportées par la loi du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers au statut des PSF disposant comme seul agrément celui d'exercer une activité au sens des articles 29-1, 29-2, 29-3 ou 29-4 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier. Ces PSF, qui sont visés par la « Sous-section 3: Les PSF exerçant une activité connexe ou complémentaire à une activité du secteur financier » de la loi, sont désignés ci-après par le terme « PSF de support ». Les PSF visés à la même sous-section mais qui exercent une activité complémentaire au secteur financier (domiciliataires, professionnels effectuant des services de constitution et de gestion de sociétés) ne sont pas couverts par la circulaire.

La circulaire donne également des premières indications sur les changements des modalités de surveillance des PSF de support. Ces précisions sont apportées dans un souci d'efficacité qui tient compte des spécificités des activités des PSF de support.

REGLEMENTATION NATIONALE

En détail, la circulaire porte sur les sujets suivants :

- La qualification des activités qui distinguent les opérateurs de systèmes informatiques primaires du secteur financier (OSIP), disposant d'un agrément selon l'article 29-3 de la loi, des opérateurs de systèmes informatiques secondaires et de réseaux de communication du secteur financier (OSIS) disposant d'un agrément selon l'article 29-4 de la loi, ainsi que des prestataires de services informatiques ne disposant pas d'un statut de PSF.
- Les modalités de surveillance des PSF de support qui mettent davantage l'accent sur une gestion ciblée des risques en relation avec les activités prestées au secteur financier, en particulier du fait que les OSIP et OSIS ne sont plus limités à prester exclusivement pour le secteur financier.

La circulaire ne couvre pas les aspects de sous-traitance sous l'angle des clients des PSF de support qui ont recours à ces services. S'agissant des professionnels tombant sous la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, les dispositions prévues aux circulaires IML 96/126 et CSSF 05/178 en matière d'organisation administrative et comptable, et notamment pour ce qui concerne les modalités de sous-traitance intra-groupe à l'étranger, restent applicables à cet effet.

La circulaire rappelle également que les prestataires qui ne fournissent pas de service portant sur les opérations et donc la prise en charge du bon fonctionnement d'un système, ne peuvent prétendre au statut d'OSIP ou OSIS.

REGLEMENTATION NATIONALE

Reconnaissance de JCRA en tant qu'OEEC éligible aux fins du calcul du ratio d'adéquation des fonds propres

La CSSF vient de reconnaître la Japan Credit Rating Agency Ltd (JCRA) comme OEEC (organisme externe d'évaluation du crédit) éligible aux fins de l'approche standard pour le risque de crédit (circulaires CSSF 06/273 et 07/290, partie VII, chapitre 2) pour le segment de marché « Entités commerciales » (qui inclut les entreprises et les établissements financiers).

Pour mémoire, les autres OEEC reconnus comme éligible par la CSSF aux fins du calcul du ratio d'adéquation des fonds propres sont Moody's, Standard and Poor's, et Fitch Ratings (circulaires CSSF 06/273 et 07/290, annexe I).

Tableau de correspondance pour les notations à long terme pour le segment de marché des entités commerciales :

Echelon de qualité du crédit	Notation JCRA
1	AAA à AA-
2	A+ à A-
3	BBB+ à BBB-
4	BB+ à BB-
5	B+ à B-
6	CCC et en-dessous

Tableau de correspondance pour les notations à court terme pour le segment de marché des entités commerciales :

Echelon de qualité du crédit	Notation JCRA
1	J-1
2	J-2
3	J-3
4	Toute notation à court terme en-dessous de J-3
5	Toute notation à court terme en-dessous de J-3
6	Toute notation à court terme en-dessous de J-3

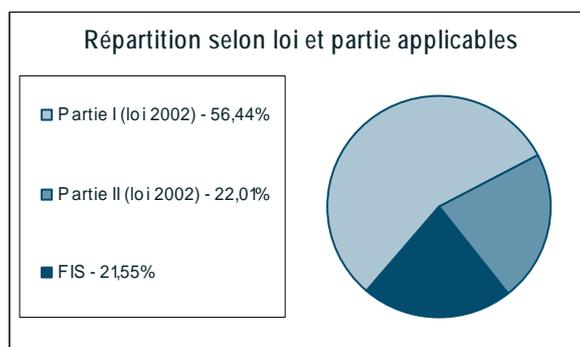
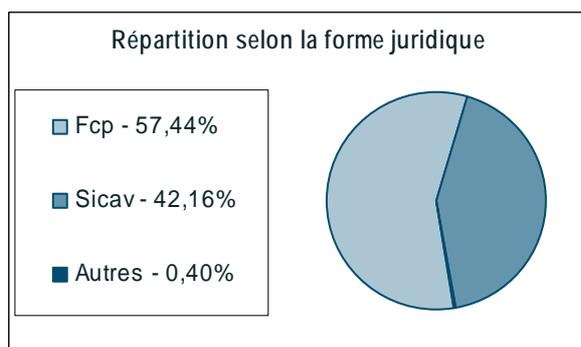
STATISTIQUES OPC

Statistiques trimestrielles sur l'industrie des organismes de placement collectif

Situation au 31 mars 2008

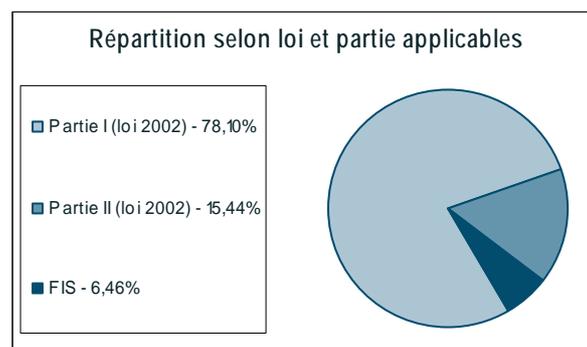
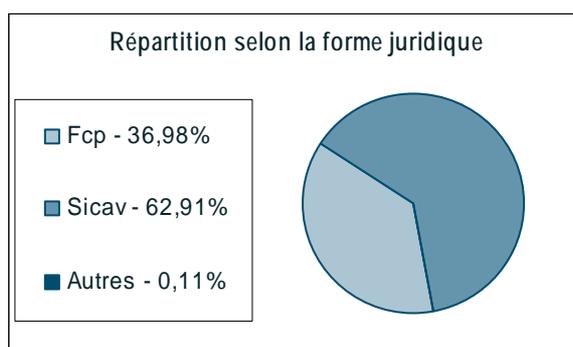
En plus des statistiques mensuelles, la lettre d'information reprend tous les trois mois des informations plus détaillées sur le secteur des fonds d'investissement, notamment en ce qui concerne l'origine des promoteurs et la politique d'investissement des OPC.

■ NOMBRE D'OPC



Loi, partie / forme juridique	FCP	SICAV	Autres	Total
Partie I (loi 2002)	1 093	607	0	1 700
Partie II (loi 2002)	261	394	8	663
FIS	376	269	4	649
TOTAL	1 730	1 270	12	3 012

■ ACTIFS NETS DES OPC



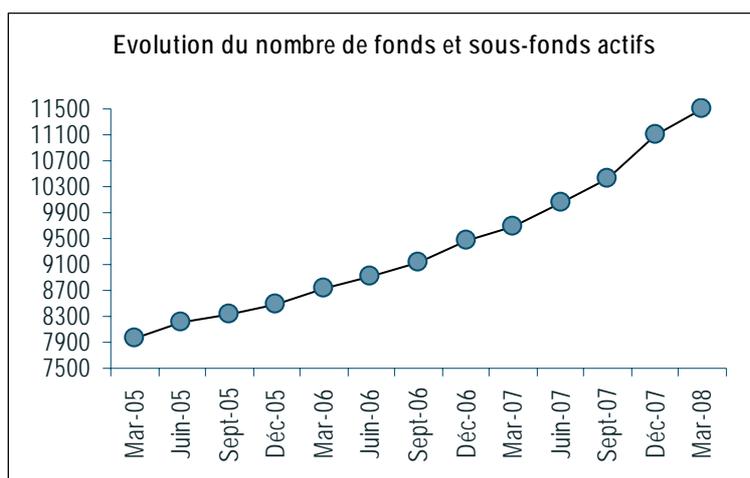
Loi, partie / forme juridique (en mia EUR)	FCP	SICAV	Autres	Total
Partie I (loi 2002)	528,144	952,208	0,000	1 480,352
Partie II (loi 2002)	99,017	191,647	1,950	292,614
FIS	73,800	48,558	0,121	122,479
TOTAL	700,961	1 192,413	2,071	1 895,445

STATISTIQUES OPC

■ ORIGINE DES PROMOTEURS DES OPC LUXEMBOURGEOIS

	Actifs nets (en mia EUR)	En %
Allemagne	392,491	20,7%
Etats-Unis	354,230	18,7%
Suisse	330,282	17,4%
Grande-Bretagne	182,170	9,6%
Italie	165,992	8,8%
Belgique	162,518	8,6%
France	128,931	6,8%
Pays-Bas	59,479	3,1%
Suède	28,847	1,5%
Luxembourg	23,575	1,2%
Autres	66,930	3,5%
TOTAL	1 895,445	100 %

■ EVOLUTION DU NOMBRE D'UNITES



■ POLITIQUE D'INVESTISSEMENT DES OPC LUXEMBOURGEOIS

	Actifs nets (en mia EUR)
VM à revenu fixe (*)	783,575
VM à revenu variable (**)	607,782
VM diversifiées (***)	257,105
Fund of funds (****)	185,157
Liquidités	18,866
Immobilier	16,943
Futures, options, warrants	25,001
Divers (*****)	1,016
TOTAL	1 895,445

(*) dont 285,373 milliards d'euros en instruments du marché monétaire et autres titres à court terme

(**) dont 3,297 milliards d'euros en valeurs mobilières non cotées et 0,346 milliards d'euros en capitaux à risque élevé

(***) dont 1,133 milliards d'euros en valeurs mobilières non cotées et 0,289 milliards d'euros en capitaux à risque élevé

(****) dont 0,041 milliards d'euros en valeurs mobilières non cotées

(*****) dont 0,057 milliards d'euros en capitaux à risque élevé

STATISTIQUES

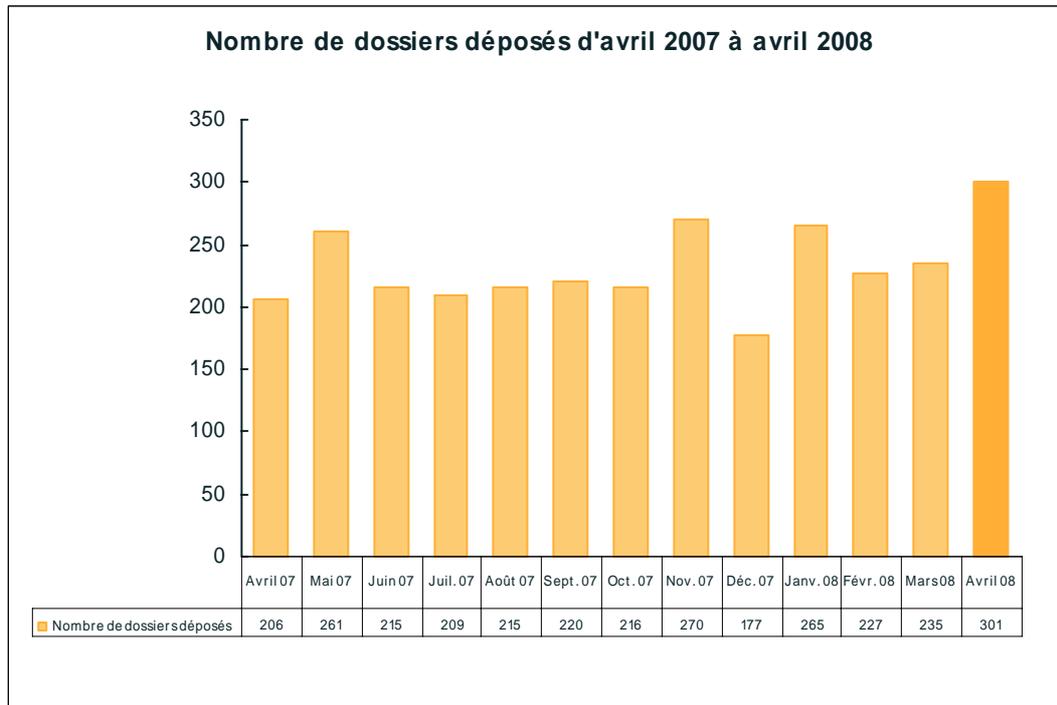
■ PROSPECTUS POUR VALEURS MOBILIERES EN CAS D'OFFRE AU PUBLIC OU D'ADMISSION A LA NEGOCIATION SUR UN MARCHÉ RÉGLEMENTÉ (PARTIE II ET PARTIE III, CHAPITRE 1 DE LA LOI RELATIVE AUX PROSPECTUS POUR VALEURS MOBILIERES)

1. ACTIVITE D'APPROBATION

1.1. Demandes d'approbation

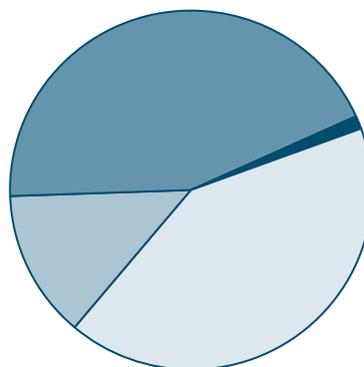
Pour le mois d'avril 2008, un total de 301 demandes d'approbation a été déposé à la CSSF dont 132 prospectus, 40 prospectus de base, 4 documents d'enregistrement et 125 suppléments.

Nombre de dossiers déposés d'avril 2007 à avril 2008



Répartition des dossiers déposés au mois d'avril 2008

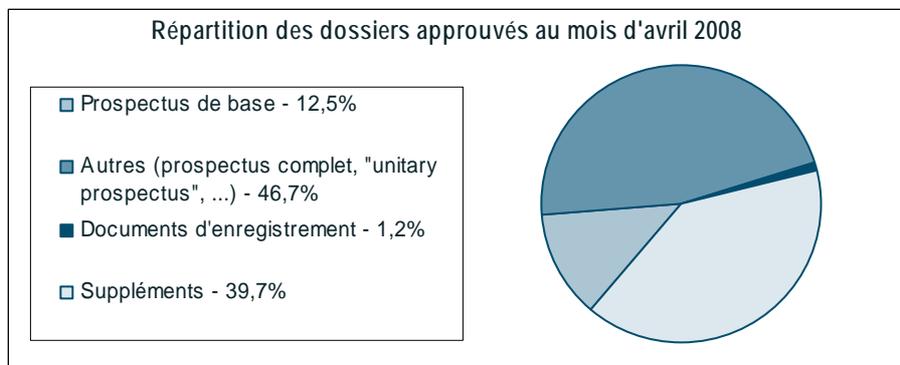
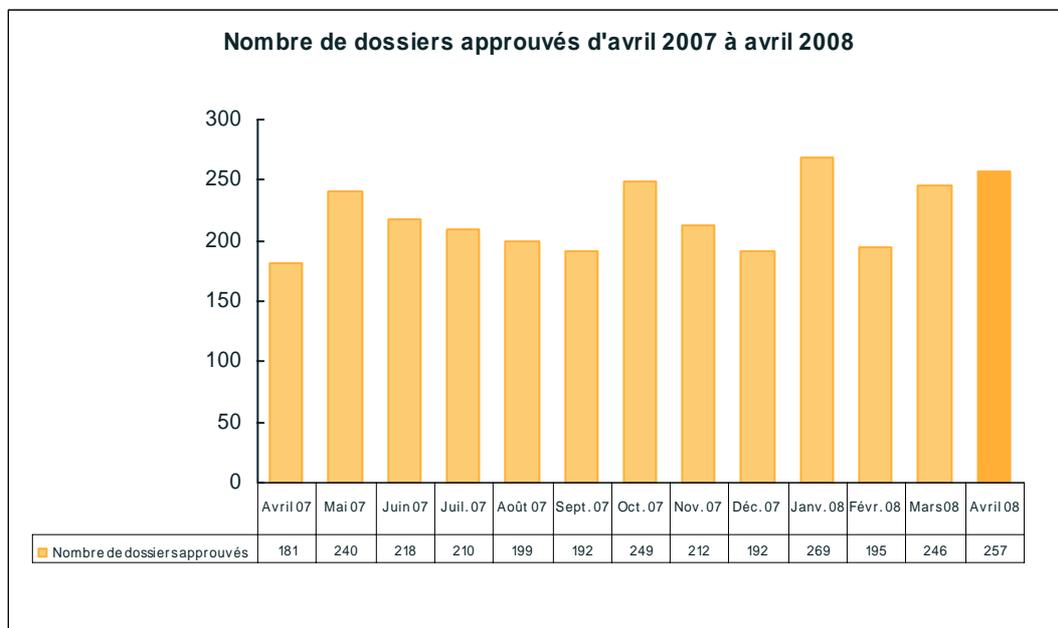
- Prospectus de base - 13,3%
- Autres (prospectus complet, "unitary prospectus", ...) - 43,9%
- Documents d'enregistrement - 1,3%
- Suppléments - 41,5%



STATISTIQUES

1.2. Documents approuvés

Pour le mois d'avril 2008, un total de 257 documents a été approuvé par la CSSF dont 120 prospectus, 32 prospectus de base, 3 documents d'enregistrement et 102 suppléments.

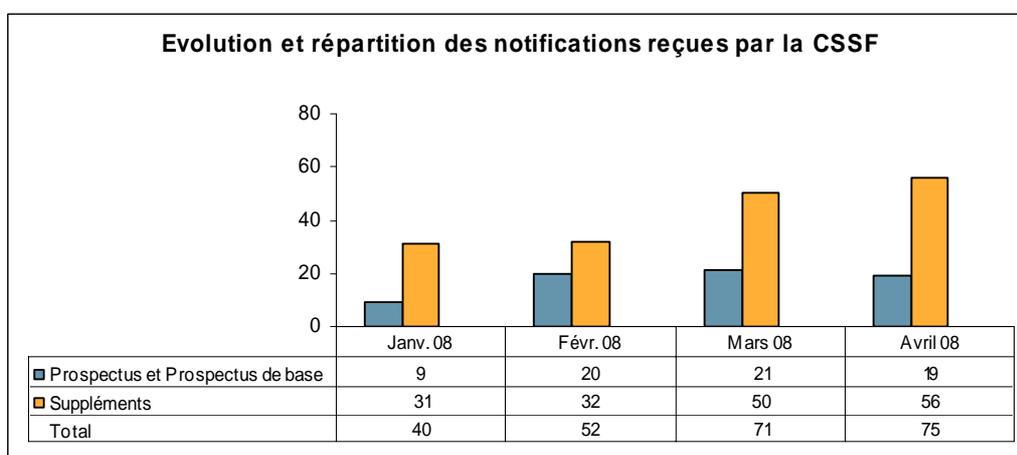
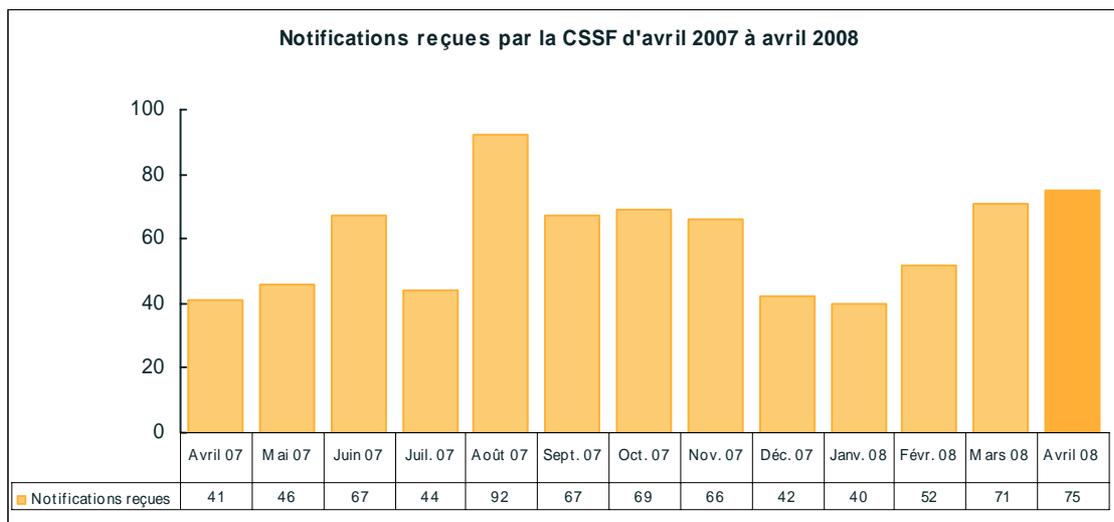


2. ACTIVITE DE NOTIFICATION

2.1. Notifications reçues par la CSSF

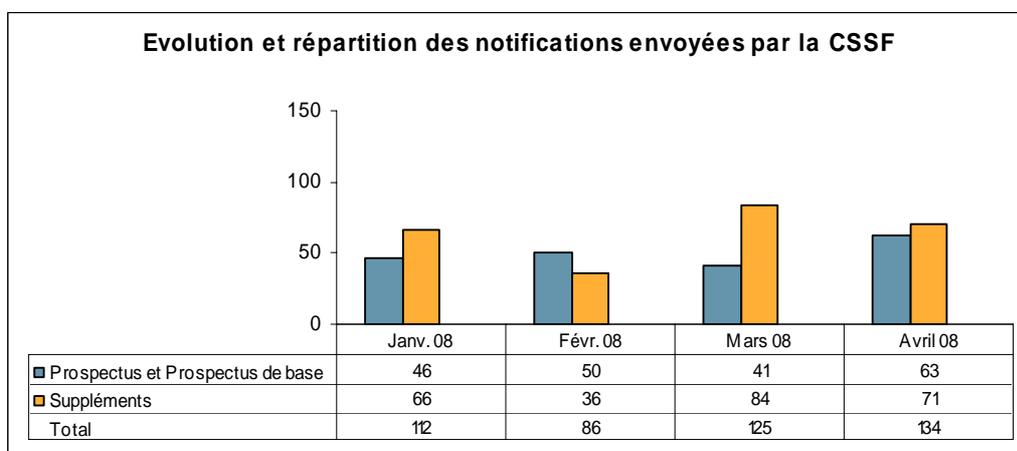
Pour le mois d'avril 2008, la CSSF a reçu 75 notifications (relatives à 19 prospectus et prospectus de base et à 56 suppléments) en provenance des autorités compétentes de plusieurs Etats membres de l'Union européenne.

STATISTIQUES



2.2. Notifications envoyées par la CSSF

Pour le mois d'avril 2008, la CSSF a envoyé des notifications pour 134 documents* (63 prospectus et prospectus de base et 71 suppléments) approuvés par ses soins vers les autorités compétentes des Etats membres de l'Union européenne.



* Ce chiffre correspond au nombre de documents pour lesquels la CSSF a envoyé une ou plusieurs notifications. Dans le cas de notifications envoyées à des dates différentes et/ou dans plusieurs Etats membres, seule la première est prise en compte dans le calcul des statistiques. Ainsi, chaque document notifié dans un ou plusieurs Etats membres n'est compté qu'une seule fois.

LISTES OFFICIELLES

■ LISTE DES BANQUES

Retrait :

CREDIT AGRICOLE LUXEMBOURG BANK

Fusion avec le Crédit Agricole Luxembourg le 26 avril 2008.

■ LISTE DES AUTRES PROFESSIONNELS DU SECTEUR FINANCIER (PSF)

Nouvelles autorisations :

ALTER DOMUS ALTERNATIVE ASSET FUND ADMINISTRATION S.à R.L.

5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg

Autorisation ministérielle du 9 avril 2008

CB RICHARD ELLIS INVESTORS S.à R.L.

35, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg

Autorisation ministérielle du 8 avril 2008

FIDEOS FINANCIAL SERVICES S.A.

123, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg

Autorisation ministérielle du 8 avril 2008

IREIM SERVICES LUXEMBOURG PSF S.à R.L.

5, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg

Autorisation ministérielle du 8 avril 2008

MICHEL GRECO S.A.

1, rue Julien Vesque, L-2668 Luxembourg

Autorisation ministérielle du 9 avril 2008

VP LUX S.à R.L.

43, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg

Autorisation ministérielle du 28 avril 2008

Retraits :

BNP PARIBAS FUND SERVICES en abrégé « **BPFS** »

Fusion effective au 30 avril 2008.

MELLON FUND ADMINISTRATION LIMITED, Dublin (Irlande), succursale de Luxembourg

Retrait effectif le 31 mars 2008.

Changements d'adresse :

ASSOCIATED DEXIA TECHNOLOGY SERVICES en abrégé « **ADTS** »

23, Zone d'Activités Bourmicht, L-8070 Bertrange

BELLATRIX INVESTMENTS S.A.

370, route de Longwy, L-1940 Luxembourg

SIT PSF S.A.

89F, rue Pafebruch, L-8308 Capellen

LISTES OFFICIELLES

■ LISTE DES SOCIETES DE GESTION

Nouvelle société :

WALLBERG INVEST S.A.

4, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen

Retrait :

CAPITALIA INVESTMENT MANAGEMENT S.A.

Retrait effectif le 31 mars 2008.

■ LISTE DES SICAR

Nouvelles sociétés :

CEP III CO-INVESTMENT S.à R.L. SICAR

2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg

CETP II CO-INVESTMENT S.à R.L. SICAR

2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg

CREDIT SUISSE GLOBAL INFRASTRUCTURE -2- SCA SICAR

5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

FONDATIONS CAPITAL I S.C.A. SICAR

121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg

PARTNERS GROUP GLOBAL VALUE 2008 S.C.A., SICAR

40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg

TRANSPORT INFRASTRUCTURE INVESTMENT COMPANY (SCA) SICAR

20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg

Changement d'adresse :

IMMOFIN S.C.A., SICAR

2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg

■ LISTE DES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF (OPC)

Inscriptions et retraits pendant le mois de mars 2008 de la liste officielle des organismes de placement collectif luxembourgeois

Inscriptions

1) OPC partie I :

- 2-CHANCEN GARANT, 3, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- ALLIANZ FLEXIBLE ASSET I, 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
- ALLIANZ FLEXIBLE ASSET II, 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
- ALLIANZ FLEXIBLE ASSET III, 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
- APRIMA SMART INVEST, 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen
- BERENBERG INVESTMENTFONDS, 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg
- COMINVEST EUROPA PREMIUM FONDS 4/2013, 25, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg
- CREDIT SUISSE CUSTOM MARKETS, 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- CREDIT SUISSE SOLUTIONS (LUX), 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- DEKA-BIOTECH, 5, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- DEKA-CHAMPIONSGARANT, 5, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- DEKA-GLOBALRESOURCES, 5, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- DEKA-PHARMATECH, 5, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- DEKATEAM-EM BOND, 5, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- DEKATEAM-EMERGINGMARKETS, 5, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- DEKATEAM-GLOBALSELECT, 5, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- DEKA-WORLDGARANT 3, 5, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- DJE LUX, 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen
- DJE STRATEGIE, 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen
- DWS FLEX SOLUTIONS I, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- DWS FLEX SOLUTIONS II, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- DWS FLEX SOLUTIONS III, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- DWS GARANT, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- FONDACO GLOBAL FUND, 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
- FOYER PATRIMONIUM SELECTION, 14, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- HVB LUX SELECTION 40SI, 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg
- HVB LUX SELECTION 60SI, 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg
- K & C AKTIENFONDS, 1C, Parc d'activité Syrdall, L-5365 Munsbach
- NEW STAR FUND SICAV, 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg
- PRIMA WELT, 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen
- SELECTRA INVESTMENTS SICAV, 11, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg
- SHEDLIN, 21, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg
- STARCAPPLUS, 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen
- SWISS ROCK (LUX) DACHFONDS, 1C, Parc d'activité Syrdall, L-5365 Munsbach
- UBS (LUX) SICAV 3, 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg
- UI-SALTEQ FUND, 18-20, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach
- VR ANLAGE, 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen

2) OPC partie II :

- CELSIUS MANAGED FUNDS SICAV, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg
- DEKA-IMMOBILIEN PREMIUMPLUS, 3, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- GOLDPORT SAFE HAVEN, 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen
- HDF SICAV DIV (LUX), 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg
- HDF SICAV DIVA (LUX), 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg
- HDF SICAV DIVM (LUX), 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg
- INDIVIDUALINVEST;, 3, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- KQ PEN, 25B, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- LB GLOBAL FUNDS, 1C, Parc d'activité Syrdall, L-5365 Munsbach
- P.A.M., 4, rue Dicks, L-1417 Luxembourg
- PREMIUM PORTFOLIO SICAV, 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen
- SIP, 3, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- THE EXPERTS, 16, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- WESTOPTIFLEX SICAV, 32-34, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg

3) FIS :

- BMS SICAV-SIF, 33, rue de Gasperich, L-5826 Howald-Hesperange
- CONCORD PREMIUM FUND, SICAV-FIS, 1-7, rue Nina et Julien Lefèvre, L-1952 Luxembourg
- DBM BALANCED INVEST, 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen
- DWS ASIAN SOLAR PLUS SIF, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- ESKATOS, 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg
- FT GLOBAL, 534, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg
- LORAC INVESTMENT FUND, 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg
- PIAM FUND, 6, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
- PLANE STRATEGY FUND 1, 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg
- PLANE STRATEGY FUND 2, 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg
- PLANE STRATEGY FUND 3, 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg

LISTES OFFICIELLES

Retraits

1) OPC partie I :

- DWS GLOBAL RESERVE PLUS, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- DWS OP EUROPA MID/SMALL CAPS, 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- FRANKFURT-TRUST OP DYNAMIC EUROPE BONDS, 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- H & A LUX ABSOLUTE RETURN, 21, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg
- JAPAN VALUE STRATEGY OP, 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- JPM OP US AGGREGATE BONDS STRATEGY, 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- OCM OP CONVERTIBLE SECURITIES FUND, 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- UNICO I-TRACKER -> DAX@30, 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
- UNICO I-TRACKER -> MSCI@ EUROPE, 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
- UNICO I-TRACKER -> MSCI@ WORLD, 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
- UNICO I-TRACKER -> NASDAQ 100@, 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
- UNICO I-TRACKER -> S&P 500@, 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
- UNIEUROKAPITAL II, 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
- UNIGARANT: GLOBAL TITANS 50 (2008) II, 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
- UNIGARANT: GLOBAL TITANS 50 (2008), 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
- USA VALUE OP, 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- VONTOBEL OP EMERGING MARKETS GLOBAL, 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

2) OPC partie II :

- IC INVEST SICAV, 28, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg
- SARASIN FUND SELECTION, 50, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
- TR GLOBAL PORTFOLIO, 3, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

3) FIS :

- GIP DACHFONDS, 16, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- PERMEA SOLUTIONS, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg

PLACE FINANCIERE

Les principaux chiffres actualisés concernant la place financière :

Nombre de banques : **155** (30 avril 2008)

Somme de bilans : **EUR 915,445 milliards** (31 décembre 2007)

Résultat net : **EUR 4,542 milliards** (31 décembre 2007)

Emploi : **26 140 personnes** (31 décembre 2007)

Nombre d'OPC : **3 073** (16 mai 2008)

dont 668 fonds d'investissement spécialisés (FIS)

Patrimoine global : **EUR 1 895,445 milliards** (31 mars 2008)

Nombre de SICAR : **196** (9 mai 2008)

Nombre de fonds de pension : **13** (30 avril 2008)

Nombre de sociétés de gestion : **183** (9 mai 2008)
(chapitre 13 de la loi du 20 décembre 2002)

Emploi : **2 369 personnes** (31 mars 2008)

Nombre de PSF : **236** (30 avril 2008)

Somme de bilans : **EUR 100,175 milliards** (31 mars 2008)

Résultat net provisoire : **EUR 92,75 millions** (31 mars 2008)

Emploi : **12 818 personnes** (31 mars 2008)

Nombre d'organismes de titrisation agréés : **18** (30 avril 2008)

Emploi total dans les établissements surveillés : **36 749 personnes** (31 décembre 2006)

Emploi total dans les établissements surveillés : **39 780 personnes** (30 septembre 2007)

Emploi total dans les établissements surveillés : **40 662 personnes** (31 décembre 2007)

Newsletter de la CSSF

Conception et rédaction : Secrétariat général de la CSSF

110, route d'Arlon, L-2991 LUXEMBOURG

Tél. : (+352) 26 251 237 / 327

E-mail : direction@cssf.lu

Site Internet : www.cssf.lu